ROMANIAN REVIEW OF INTERNATIONAL STUDIES, VII, 1, 2015

LE DISCOURS DE LA CHINAFRIQUE : LA DIPLOMATIE DU YUAN (THE DISCOURSE OF CHINA-AFRICA: THE DIPLOMACY OF YUAN)

Louis-Marie Kakdeu*

Abstract:
The article uses the discursive approach to understanding the African policy of China in comparison with the one of France. It talks about China-Africa referring to multilateral relations between China and African states. The main question is why China gains space while France collapses in Africa. Is the difference only in terms of financial power? Does the discourse have an influence? Moreover, is China-Africa a win-win relationship?
Key-words: discourse, China-Africa, diplomacy, foreign policy, win-win partnership

Introduction

Nous parlons de Chinafrique[1] en référence aux relations multilatérales entre la Chine et l'Afrique. Ce néologisme est une analogie à la Françafrique[2] qui désigne les relations multilatérales entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique. Les relations contemporaines entre la Chine et l'Afrique ont formellement été lancées en 1955 lors de la conférence de

* Louis-Marie KAKDEU, PhD, est un ethnolinguiste et politologue camerounais spécialiste de la théorie du discours et de l'anthropologie politique. Il est actuellement chercheur post-doctorant en sciences politiques et chercheur-associé au Centre d'Etudes Africaines de l'Université Babes-Bolyai, Roumanie et intervenant au Centre de Recherche et d'Action pour la Paix en Côte d'Ivoire. Courriel : kakdeu@yahoo.fr

[1] Michel Beuret, Serge Michel, Paolo Woods, *La Chinafrique - Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, 2008.

[2] François-Xavier Verschave, *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris : Stock, 1998.

Bandung[3] en Indonésie qui condamna la France considérée comme étant « la première puissance coloniale en Afrique » et qui consolida le non-alignement à travers l'émergence du « tiers-monde » devant se positionner de façon « neutre » entre le bloc communiste et le bloc occidental. Cette conférence fut considérée comme étant le « tournant de l'Histoire »[4] ou « le réveil des peuples colonisés »[5]. Depuis lors, un autre tournant eut lieu en l'an 2000 avec l'organisation du premier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qui se tient tous les trois ans dans le but affiché de renforcer la coopération économique entre la Chine et l'Afrique. En 10 ans (2000-2010), la Chine a détrôné la France dans son « pré-carré » devenant le premier partenaire économique du continent africain. Elle a bouleversé « l'ordre postcolonial sur le continent ». Sa part de marché à l'exportation a progressé de 3% en 2000 à 12% en 2010, alors que celle de la France a chuté sur la même période de 16% à 9%[6]. Cette percée de la Chine en Afrique mérite une analyse plurielle dont celle du langage diplomatique.

La diplomatie renvoie habituellement à la mise en œuvre de la politique extérieure d'un Etat ou à la conduite des relations internationales qui « s'attache surtout à analyser et à expliquer les relations entre les communautés politiques organisées dans le cadre d'un territoire, c'est-à-dire entre les États »[7]. Des chercheurs comme Raymond Aron[8] ou Philippe Raynaud[9] mettent en évidence l'existence dans la pratique des relations internationales de la tension entre la guerre et la paix. Cette tension se traduit dans le langage et la démarche diplomatique.

Sur le discours diplomatique, François Constantin[10] observait qu'il n'était pas « aisé de trouver des textes exprimant la perception populaire des

[3]Elle s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 à Bandung en Indonésie et réunissait pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques.

[4] Arthur Conte, *Bandung, tournant de l'Histoire*, Paris : Robert Laffont, 1965.

[5] Odette Guitard, *Bandung et le réveil des peuples colonisés*, Paris : PUF, coll. « Que sais-je ? », 1976.

[6] Suivre l'interview du Chef adjoint du département statistique des douanes françaises au micro de Muriel Pomponne le 22 mai 2012 sur RFI, disponible sur http://www.rfi.fr/emission/20120522-chine-prend-parts-marche-france-afrique/ consulté le 8 juin 2015.

[7] Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris : Armand Colin, 1965.

[8] Raymond Aron, *Les Dernières Années du siècle*, Paris : Julliard, 1984.

[9] Philippe Raynaud, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris : PUF, 2006.

[10] François Constantin, « Sur le discours diplomatique », Politique africaine N°2, *L'Afrique dans le système international*, juin 1981.

relations internationales. Sans doute parce que, pour le peuple, la définition de 'l'international' n'est pas la même que celle de la classe dirigeante qui s'efforce de constituer l'Etat. » Dans une « Afrique tout autant courtisée que courtisane », les relations internationales en Afrique tournent autour des interrogations des « super-grands » sur leurs capacités de contrôler le continent d'une part et de la volonté des Africains à faire triompher le « panafricanisme [intérêt africain]» d'autre part. La diplomatie en Afrique menée soit par les Africains ou par les « grandes puissances » n'est donc pas muette et ses manifestations sont variées.

Dans le cadre de ce travail, nous nous intéressons à la diplomatie chinoise en comparaison sur le plan endogène aux politiques extérieures africaines et sur le plan exogène à la diplomatie française. Notre question principale est de savoir quelles sont les attitudes et représentations linguistiques et sociales autour de la diplomatie chinoise d'une part et de la diplomatie française d'autre part. Au final, nous analysons le langage de la diplomatie chinoise en Afrique du point de vue de l'efficacité. La question de l'efficacité est de savoir pourquoi la Chine gagne-t-elle aussi facilement du terrain là où les français sont installés formellement depuis la fin de la conférence de Berlin le 26 février 1885.

Pour répondre à ces questions, nous utilisons une démarche multidisciplinaire combinant à la fois l'anthropologie politique, l'analyse du discours et la psychologie sociale. En s'appuyant sur l'environnement culturel, la mémoire collective et l'imaginaire populaire, nous analysons l'influence de la mémoire collective sur une mission diplomatique. L'approche discursive suppose que nous nous appuyons sur les éléments du langage pour comprendre la réalité des pensées exprimées en relations internationales. Elle nous permet de discerner « ce qui relève des sentiments de ce qui relève de la pensée »[11]. Nous étudions par excellence les métaphores et les créations lexicales (néologismes). Il s'agit pour nous de relever toute image qui associe une personne, un bien ou une pratique à un(e) autre appartenant à un champ lexical différent afin d'accomplir une fonction subjective de « valorisation ou de dévalorisation »[12] du partenaire

[11] Paul Ricœur, La métaphore vive, Paris : Seuil, coll. « Points Essais », 1997.

[12] Penelope Brown and Stephen Levinson, « Universals in language use: Politeness phenomena», in Esther Goody (dir.), *Questions and Politeness. Strategies in Social Interaction*, Cambridge, CUP, 1978.

diplomatique. Nous relevons donc les « substitutions identitaires »[13] qui permettent d'affirmer que A est B en recouvrant des « réalités qui présentent certaine similitude ou qui sont données comme telles »[14] et en jouant sur la fonction référentielle du langage. Du point de vue rhétorique, nous insistons sur sa portée argumentative[15] en relation internationale tout en faisant ressortir le niveau de coopération des interlocuteurs et les enjeux de persuasion et de conviction.

Le travail se concentre sur les 16 pays francophones de l'Afrique subsaharienne et couvre la période allant des années 1990 à 2014. Bien que l'arrivée massive des Chinois en Afrique ait commencé avec les réformes chinoises de 1978, la libéralisation de la législation chinoise sur l'émigration et les restructurations économiques à l'œuvre en Chine, ce n'est que véritablement à la fin des années 1990 que leur implantation s'est accélérée en Afrique subsaharienne[16]. Il se subdivise en trois parties : tout d'abord, nous présentons l'état des besoins internes dans les pays africains tels qu'exprimés par les citoyens. Ensuite, nous analysons l'adéquation entre les diplomaties chinoise et française et les besoins exprimés en Afrique. Et enfin, nous analysons les craintes soulevées par la politique africaine de la Chine.

1. Les attitudes et représentations des besoins de coopération en Afrique

1.1. Les attitudes et représentations de l'aspiration aux conditions de vie meilleures

L'Afrique reste considérée comme étant le continent le plus pauvre du monde. Selon Daniel Cohen[17], « les paysans les plus pauvres du monde vivent majoritairement en Afrique. L'homme le plus pauvre du monde est sans doute l'un d'eux. C'est une femme, une femme africaine ». La pauvreté peut être définie comme étant l'incapacité de combler les « besoins

[13] Michel Meyer, *Principiarhetorica. Une théorie générale de l'argumentation*, Paris : Fayard, coll. « Ouverture », 2008.
[14] Patrick Bacry, *Les figures de style et autres procédés stylistiques*. Paris, Belin : coll. « Collection Sujets », 1992.
[15] Lire Chaïm Perelman & Lucie Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*. Paris, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « UBlire Fondamentaux », 2008.
[16] Brigitte Bertoncello et Sylvie Bredeloup, « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 25 - n°1, 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, URL : http://remi.revues.org/4881 consulté le 07 juin 2015.
[17] Daniel Cohen, *Richesse du Monde, pauvreté des Nations*, Paris : Flammarion, 1997.

fondamentaux minimaux en matière de nutrition, de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation et de l'accès aux infrastructures de base »[18]. L'Afrique est en même temps le continent pauvre et celui où la population en pourcentage a le plus augmenté dans le monde depuis le 20ème siècle avec un taux d'accroissement naturel de 2,6 % en 2013[19]. La question est donc de savoir comment nourrir et améliorer les conditions de vie de 1,1 milliard de personnes estimées en 2012 et de 2,4 milliards de personnes estimées en 2050[20].

A la fin des années 1990 en Afrique, les victimes de la faim étaient « plus nombreuses que jamais » et les Investissements Directs Etrangers (IDE) avaient chuté de 5,8 % en 1990 à 1 % en 2008[21]. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, parlait de «crise silencieuse de la faim » qui représentait « une grave menace pour la paix et la sécurité mondiales »[22]. Dans l'imaginaire populaire africain, on disait que « le ventre affamé n'a point d'oreille ». Jean-François Bayart[23] décrivait ce contexte de « politique de ventre » où les pratiques de la manducation et de la corruption dominaient la scène politique.

Pis, le service de la dette constituait entre 35 et 46% du budget dans des pays comme le Cameroun, la Côté d'Ivoire, le Kenya, la Zambie et la Tanzanie, et la part des services sociaux ne constituait qu'entre 4 % et 15 % du budget[24]. Il existait un activisme autour de « l'annulation de la dette » pour la plupart contractée auprès des institutions financières internationales à « domination occidentale » et considérées comme « un puissant mécanisme

[18] Bara Gueye, Boureima Alpha Gado, Seyni Hama, Mouhamadou Sall, « Pauvreté chronique au Niger : Perceptions, stratégies et questions émergentes », Programme de recherche sur la pauvreté chronique en Afrique de l'ouest, document de travail n° 2, Chronic poverty Reseach Centre, 2008.

[19] Wendy Baldwin & Carl Haub, 2013 World Population Data Sheet, PRB, 2013, disponible sur http://www.prb.org/pdf13/2013-population-data-sheet_eng.pdf consulté le 6 juin 2015.

[20] Selon les estimations de 2013 Population Reference Bureau disponibles sur : http://www.prb.org/pdf13/2013-population-data-sheet_eng.pdf consulté le 6 juin 2015.

[21] FAO, « Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais », 19 juin 2009 disponible sur http://www.fao.org/news/story/fr/item/20690/icode/ consulté le 6 juin 2015.

[22] Lire son message sur : http://www.fao.org/news/story/fr/item/20690/icode/ consulté le 6 juin 2015.

[23] Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre,* Paris : Fayart, 1989.

[24] CADTM, « La dette en chiffres 2012 », Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, Rapport 2012.

de subordination des pays du Sud »[25]. Le remboursement de la dette extérieure entre 1986 et 2007 était considéré comme étant l'équivalent de « 7,5 plans Marshall injectés vers les pays du Nord »[26]. Des pays africains comme le Congo ou la Zambie étaient victimes des « fonds d'investissements spéculatifs » ou « fonds vautours [qui rôdent au-dessus de la tête des pays endettés en proie à la précarité et croupissant sous le poids des 'dettes souveraines'] »[27].

L'approche monétariste du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) (« moins de 2 dollars américains par jours ») était une approche « d'en haut [descendante]» qui ignorait les réalités « d'en bas [terrain]». La pauvreté n'étant pas seulement liée au manque de revenus financiers, un double sentiment méconnu d'impuissance et d'exaspération caractérisait les Africains dans les années 1990. Au Cameroun, le slogan populiste « sofa don finish [la souffrance est terminée] » a permis de mesurer par sa capacité de mobilisation, la forte volonté des populations locales à mettre fin à la souffrance engendrée par les politiques d'austérité qu'imposaient les Plans d'Ajustement Structurel du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale. L'imaginaire populaire associe la pauvreté à la vulnérabilité envisagé principalement comme le manque d'habitation et l'incapacité de subvenir aux besoins alimentaires et sanitaires de sa famille. Cela concorde avec le récit de la littérature orale chez les Songhay-Zarma[28] qui représentent la pauvreté à travers trois états de manque : le « haraay [manque de vivres] », le « banji [manque de vêtement] et le « moori [manque d'argent] »[29]. Au Niger, le terme « talakata [sans argent] » renvoie à une préférence pour le matériel en rupture avec les définitions conventionnelles (« pauvreté humaine ») qui représentent plus

[25] Damien Millet, « La dette du Tiers Monde ? », Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, 2006, disponible sur : http://cadtm.org/La-dette-du-Tiers-Monde consulté le 6 juin 2015.

[26] Damien Millet et Eric Toussaint, 60 questions 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, co-édition Syllepse et CADTM, 2008.

[27] Jean Merckaert et al., « Un vautour peut en cacher un autre », rapport conjoint de la plateforme Dette & Développement (France) et du Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11, Belgique), juin 2009, URL : http://www.dette2000.org/data/File/EXE_FONDS_VAUTOURS_bd.pdf consulté le 6 juin 2015.

[28] Se dit d'une population d'Afrique de l'Ouest vivant essentiellement au Niger (28 % de la population), Nigeria, Bénin, Ghana et Burkina Faso.

[29] Fatima Mounkaïla cité par Gueye et al., op. cit.

plutôt une « incapacité [manque de compétence sanitaire, éducationnelle, sociale, culturelle, et politique] » (PNUD)[30], un manque d'expression ou de pouvoir (Banque mondiale)[31].

Au début des années 2000, le besoin populaire susceptible d'obtenir la majorité démocratique en Afrique était donc la recherche des « ressources indispensables pour satisfaire les besoins essentiels »[32]. Ce besoin populaire était en décalage avec les politiques extérieures des pays africains qui s'alignaient pour des raisons élitistes anciennes[33] aux définitions conventionnelles de la pauvreté (problèmes de démocratie représentative). Mais, cet alignement en apparence cachait des bourdes sur l'ingérence politique dans les affaires intérieures africaines nécessaire pour influencer les politiques publiques en vue de stimuler la « croissance économique » présentée comme préalable à la lutte contre la pauvreté. Les gouvernements africains se sentaient « humiliés » par leur remise forcée sur les « bancs d'école » de l'Occident qui plaçait le contrôle du « pouvoir » au centre de sa stratégie : « pour contrôler l'économie, il faut contrôler la politique ».

Avant l'arrivée massive des Chinois à la fin des années 1990, les « ressources indispensables » venaient de l'Occident sous forme de « prêts » ou d'importations des biens et des services. D'une part, les prêts à taux d'intérêt élevés avaient des conditionnalités jugées « humiliantes » allant de la marginalisation des régimes dits « dictatoriaux » à l'exigence de la bonne gouvernance. En Angola par exemple, le taux d'intérêt débiteur présenté par la Banque mondiale[34] était de 22,5% entre 1995 et 1999, et de 16,4% entre 2010 et 2014, ce qui était jugé « excessif ». La démocratie électoraliste qui « donne bonne conscience, mais qui ne résout aucun des enjeux du monde »[35] était synonyme du respect des droits de l'homme, du multipartisme et de

[30] Lire les rapports du PNUD sur le lien suivant : http://hdr.undp.org/en/media/hdr_20072008_en_complete.pdf consulté le 6 juin 2015.

[31] Lire par exemple « Ce que vous — et vos enfants — pouvez faire pour aider à mettre fin à la pauvreté » sur : http://blogs.worldbank.org/voices/fr/ce-que-vous-et-vos-enfants-pouvez-faire-pour-aider-mettre-fin-la-pauvret-kidsendpoverty consulté le 6 juin 2015.

[32] Bara Gueye, Boureima Alpha Gado, Seyni Hama, Mouhamadou Sall, op. cit.

[33] Werner K. VIII. Ruf, « La politique étrangère des états Maghrébins », in *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine* [en ligne]. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 1975. URL : http://books.openedition.org/iremam/127 consulté le 07 juin 2015.

[34] Lire la totalité des taux d'intérêts présentés par la Banque Mondiale sur http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FR.INR.LEND consulté le 7 juin 2015.

[35] Jean-Pierre Ferre, *Aux confins de l'Univers-La Découverte,* Tome 2, Pars : Editions Le Manuscrit, 2009.

l'organisation régulière des élections. D'autre part, les importations des biens concernaient en majorité les « produits usés » de seconde main à l'instar des voitures, de la brocante ou de la friperie. Les Africains n'étaient pas habitués aux « produits neufs ». Comme le montrent Bredeloup et Lombard[36], un marché comme celui de la fripe qui a dominé tout le 20ème siècle est « mort » de façon subite dès les années 2003 avec entre autres cause l'installation des Chinois. En ce moment, on observait une dissymétrie entre les définitions conventionnelles venues d'Occident et la perception locale de la pauvreté telle qu'illustrée par l'imaginaire populaire et la diversité des termes utilisés dans le vocabulaire local pour caractériser les différents états de manque.

1.2. Les attitudes et représentations du besoin en infrastructures de base

L'Afrique souffre d'un problème structurel d'infrastructures. Dans l'essentiel des rapports et études sur le sujet en Afrique, les liens entre infrastructures et croissance occupent une place centrale[37]. L'atteinte en 2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement fixés en 2000 (eau, éducation, santé, pauvreté, etc.)[38] reposait entre autres sur la disposition des infrastructures de base[39]. L'adage populaire selon lequel « lorsque la route passe, le développement suit », permet de résumer l'engouement des Africains pour les infrastructures. Le manque de moyens de transport ou des voies de communications conduit soit aux pénuries, soit aux flambées des prix soit aux pertes en productivité estimées à 40%[40] ou encore aux manques

[36] Sylvie Bredeloup et Jérôme Lombard, « Mort de la fripe en Afrique ou fin d'un cycle ? », *Revue Tiers Monde* 2/2008 (n° 194), p. 391-412, disponible sur : www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-2-page-391.htm, le 7/6/2015.

[37] A. Estache et al., « Les infrastructures de l'Afrique : problèmes et perspectives d'avenir », séminaire de haut niveau sur la réalisation du potentiel d'investissement rentable en Afrique, Institut du FMI en coopération avec l'Institut multilatéral d'Afrique, Tunis, Tunisie, 28 février – 1er mars 2006.

[38] Pour en savoir plus, visiter le site de l'Organisation des Nations Unies sur http://www.un.org/fr/millenniumgoals/ consulté le 7 juin 2015

[39] B.J. Ndulu et A. O'Connell, "Sub-Saharan Africa: Growth Econometrics and Country Experiences", Paper prepared for the AERC/Harvard workshop on Explaining African Economic Growth, Weatherland Center, Harvard University, March 18-19, 2005.

[40] Alvaro Escribano, J. Luis Guasch, & Jorge Pena, « Assessing the impact of infrastructure quality on firm productivity in Africa: cross-country comparisons based on investment climate surveys from 1999 to 2005 », *Policy Research Working* Paper Series 5191, The World Bank. 2010.

à gagner sur les ventes de 5 à 20% dus à l'absence d'électricité[41]. Dans la mémoire collective du Cameroun, l'on présente fièrement les vestiges de la colonisation allemande (« c'est Njaman ») comme « seules bonnes infrastructures » reçues par le pays au cours de son histoire coloniale. En RDC, « Kinshasa, la Belle» est devenu « Kinshasa, des embouteillages ».

Dans l'ensemble, la faiblesse des infrastructures de transport par exemple se justifie par leur raison d'être. Elles n'avaient pas été construites pour faciliter le déplacement des personnes (Africains) mais, pour faciliter celui des biens (matières premières) des sites d'exploitation vers le port. Brunel[42] dit que la (néo)colonisation de l'Afrique a radicalement transformé l'utilisation de l'espace sur le continent puisqu'elle a eu pour effet de déplacer la croissance de l'intérieur vers le littoral. Depuis le début des années 1990, les stocks d'infrastructures que l'Afrique avait hérités des puissances coloniales ne pouvaient plus soutenir passablement une croissance économique[43]. Cela a été amplifié par les crises budgétaires répétées qui ont accompagné les diverses crises économiques du continent entre les années 1970 et 1990. L'absence d'infrastructures structurantes rime aussi et surtout avec une absence de fonds d'investissement. Les besoins d'infrastructures sont estimés à 93 milliards de dollars par an, alors que l'Afrique ne peut mobiliser qu'environ 45 milliards de dollars[44].

Les chinois arrivent donc dans un continent qui a un problème budgétaire et un problème d'infrastructures de base pour lutter contre sa pauvreté. Sur le plan politique, le continent n'avait pas d'autres choix pertinents que de chercher à sortir de cette situation précaire. Sur le plan psychologique, les Africains cherchaient à se débarrasser du cortège de stigmatisations engendrés par la pauvreté (« éternels assistés », « océan de misères », etc.). Leur snobisme, appelé au Cameroun « Mbenguiste [qui vit

[41] Vivien Foster et Cecilia Briceno-Garmendia (2010), « Africa's Infrastructure – A time for Transformation », publié par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, (institution du Groupe de la Banque Mondiale), en partenariat avec Agence française de développement, 2010.

[42] S. Brunel, *L'Afrique – Un continent en réserve de développement*, Rosny-sous-Bois : Editions Bréal, 2004.

[43] A. Estache et al., op. cit.

[44] CNUCED, *Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique,* Nations Unies, 2014 disponible sur http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2014_fr.pdf consulté le 7 juin 2015.

avec les Blancs] », consistait à afficher les apparences de « Blancs » pour démontrer sa sortie de la misère.

1.3. Les attitudes et représentations du besoin de liberté.

Depuis 5 siècles, l'Afrique a été l'objet de toutes les convoitises et de tous les appétits coloniaux. A l'exception du Togo et du Cameroun où l'on note une certaine admiration du « Njaman [Angl. German, colon allemand] », la mémoire collective n'a gardé aucune fierté de la traite négrière ou de la colonisation et encore moins de la néo-colonisation résumée péjorativement par Verschave[45] par les vocables « françafrique » ou « mafiafrique ». La question a toujours été celle de savoir quel « messie viendra Nous [Africains] débarrasser des colons ». L'admiration de l'Allemagne forcé de partir « définitivement » de l'Afrique après sa défaite à la Première Guerre Mondiale (1914-1918) relèverait de « l'ostalgie »[46] qui désigne la nostalgie pour des éléments de la vie du régime déchu. Comme le montre aussi Banchelli[47], ce sentiment est aussi partagé au sein de la génération des adultes en Europe de l'Est depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Il s'agit des signes d'une aspiration identitaire qui s'accomplit dans le passé et qui reste insatisfaite dans le présent. En Afrique, la mémoire collective n'a gardé que des aspects positifs de la colonisation allemande qui appliquait pourtant la même politique de supériorité raciale que les autres colons. On observe qu'en apparence, les Allemands sont « partis » alors que les Français manifestent toujours des signes de présence coloniale. Le besoin des Africains semble être moins la présence des Blancs que le départ des colons ou de l'esprit colonial. D'ailleurs, l'on semble apprécier le « retour des Allemands », non plus comme « colons » mais comme « entrepreneurs ».

---

[45] François-Xavier Verschave, *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris : Stock, 1998.
François-Xavier Verschave, *Noir silence : qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris : Les Arènes, 2000.
François-Xavier Verschave, *De la Françafrique à la mafiafrique* (retranscription par Judith Cypel de l'exposé-débat du 3 décembre 2003 à l'espace Renaudie d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) devant 200 éducateurs spécialisés et moniteurs éducateurs en session de formation), Bruxelles : Éditions Tribord, 2004.

[46] Benoît Pivert, « Ostalgie, analyse d'un phénomène », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n°189, juillet-septembre 2009.

[47] Eva Banchelli, *Taste the East: Linguaggi e forme dell'Ostalgie*, Sestante Edizioni, Bergamo, 2006.
Eva Banchelli, Ostalgie: eine vorläufige Bilanz, in Fabrizio Cambi (Hg.): *Gedächtnis und Identitat. Die deutsche Literatur der Wiedervereinigung*, Würzburg, Koenigshausen & Neumann, 2008, pp. 57-68.

En souvenir des grands travaux de chemin de fer ou de ponts réalisés par les colons allemands, l'œuvre du Blanc était plus valorisée que l'œuvre du Noir au Cameroun. Un produit fabriqué par un Blanc avait plus de valeur sociale qu'un produit local. Les Chinois sont donc arrivés dans un contexte où l'on voulait à la fois le « départ des anciens Blancs [colons] » et « l'arrivée des nouveaux Blancs [entrepreneurs] ». En Côte d'Ivoire, la « politique de l'ivoirité [préférence nationale] »[48] apparue à Dakar en 1945 dans le milieu estudiantin, était née en réponse au manque d'imaginaire « globalement national » qui préférait les produits étrangers et considérait les produits locaux comme étant de « qualité douteuse ». Les appels à l'élan national via des spots publicitaires se résumèrent dans le slogan « Consommons ivoirien » repris et adapté dans l'essentiel des pays africains.

Enfin, le besoin de libre circulation était aussi exprimé. Les Africains voulaient, par tous les moyens, pouvoir circuler librement comme les « Blancs ». Les conditions jugées « humiliantes » d'obtention du « visa » occidental rappelaient les pratiques du « laissez-passer » appliquées pendant la colonisation et en Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid. La rareté du visa le rendait précieux au point où l'on l'appelait « sésame ». Il était tellement plus précieux que des familles entières se mobilisaient pour déscolariser un étudiant et constituer les fonds nécessaires pour l'obtenir. Le fait « d'aller chez les Blancs » était tellement précieux que l'obtention d'un simple visa se fêtait en famille. Le « Mbenguiste » était l'enfant le plus valorisé parce que disposant des « attributs de Blancs [signes extérieurs de richesse] ». Les Chinois arrivent donc en Afrique dans un contexte où il y a une différence de traitement entre les Blancs et les Noirs à l'avantage du Blanc.

2. Les attitudes et représentations des offres diplomatiques

2.1. L'expression du rejet des Chinois à leurs débuts

Il y a eu à l'arrivée massive des Chinois à la fin des années 1990, une dissymétrie d'une part entre leur politique africaine et les politiques extérieures des Etats africains et d'autre part, entre leurs actions diplomatiques et les besoins des sociétés africaines.

[48] Colette Braeckman, « Aux sources de la crise ivoirienne », *Manière de voir N°79*, février-mars 2005.

2.1.1. L'expression du rejet de la première politique africaine de la Chine

Nous parlons de première politique africaine de la Chine en référence à celle qui a été appliquée avant l'an 2000. Jusqu'en 1978, la politique africaine de la Chine était dominée par des préoccupations politiques et idéologiques. Après la réforme de son économie, la Chine s'est concentrée sur sa politique interne jusqu'à la visite du Président Jiang Zemin en Afrique en 1996. Pendant ce temps, la présence de la Chine en Afrique était dirigée vers les pays qui prenaient faits et causes pour elle dans le conflit qui l'opposait à Taïwan dans le but de contrer l'expansion de Taïwan en Afrique. Cet élan expansionniste de la Chine avait rencontré des oppositions entre autres en Afrique du Sud, au Sénégal ou au Libéria qui n'ont rétabli respectivement leurs relations diplomatiques avec la Chine qu'en 1998 et 2005 suite au changement de stratégie par la Chine. Par exemple, le Tchad, qui reconnaît encore Taïwan, faisait partie des partenaires stratégiques de la Chine en 2014.

La politique africaine de la Chine ne correspondait pas aussi aux calculs de pouvoir des dirigeants africains qui étaient partagés pour des raisons égoïstes autour des « résolutions antichinoises »[49] à l'ONU. Ce rejet de la Chine a perduré jusqu'à son adoption du « package diplomatique » qui propose aux Africains, comme sur le « dossier du Soudan »[50], un soutien mutuel (poids des 54 voix africaines contre poids du membre permanent du Conseil de sécurité disposant d'un droit de véto). La Chine a notamment convaincu les « dictateurs » africains par son soutien au régime de Mugabe au Zimbabwe[51].

Par ailleurs, la politique d'immigration de la Chine ne correspondait pas aussi aux attentes sur le terrain. D'une part, il n'y avait pas de politique de reconversion des ingénieurs et techniciens chinois en fin de mission en Afrique et d'autre part, la « déferlante » des Chinois en Afrique se basait sur des « rumeurs »[52] ou des informations de « bouche à oreille ». En d'autres termes, la démarche n'était pas coordonnée et les initiatives ou (més)aventures des migrants chinois étaient néfastes pour l'image de marque de la Chine. Cela avait conduit aux affrontements violents par

[49] F. Lafarge, « La Chine et l'Afrique », *Perspectives chinoises*, N°90, Juillet-Août 2005.

[50] Protection et non-isolation en 2004 de l'élite politique au pouvoir dont le président El Bachir contre la foudre occidentale l'accusant de crime contre l'humanité.

[51] Lire John B. Karumbidza, Win-Win Economic Cooperation: Can China Save Zimbabwe's Economy? in *African Perspectives on China in Africa*, Pambazuka, Nairobi, 2007.

[52] Brigitte Bertoncello et Sylvie Bredeloup, op. cit.

exemple en Algérie les 3 et 4 août 2009 et aux manifestations publiques au Sénégal en 2004 et 2009. On accusait les migrants chinois d'investir le secteur informel qui faisait vivre l'essentiel de la population africaine.

Enfin, le soutien militaire de la Chine aux « mouvements de libération » avait été rejeté. Par exemple, comme le remarque aussi Valérie Niquet-Cabestan [53], Pékin apportait son soutien dans les années 1970 à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) ou au Front de libération du Mozambique (Frelimo). Ce faisant, la Chine prenait position contre les régimes en place. Elle en a tiré des leçons.

2.1.2. L'expression du rejet des amis de la pauvreté

Les « Blancs » étaient l'incarnation de la « richesse [matérielle] » en Afrique subsaharienne. On voulait faire ou être comme les « Blancs ». Ce mythe du Blanc[54] est tombé au début des années 2000 lorsque l'imaginaire populaire avait découvert ces « nouveaux Blancs qui font comme nous » c'est-à-dire qui « vont à pied, mangent dans nos restaurants, vendent des beignets, etc. » en rupture avec le comportement des « anciens Blancs [occidentaux] » qui n'avaient été que « patrons », « maîtres », « directeurs généraux », « coopérants », « commandants », etc. L'imaginaire populaire se demandait bien ce que pouvait apporter à l'Afrique ce « genre de Blancs [chinois] » qui « n'apporte rien ». Par exemple, en RDC, les Kinois se sont sentis dépossédés par les Chinois qui vendent des produits locaux comme les safous, des chenilles séchées, les kimbiolongo, les lumba-lumba, les testicules faisandés de chauves-souris, les pilipili aphrodisiaques, etc. Après l'épisode coloniale, on craignait d'être dans une « Nouvelle aventure de Nuage de fumée »[55] c'est-à-dire du mariage des « problèmes [pauvres] » avec des « problèmes [pauvres] » pour au final se réjouir de se contenter des « problèmes [pauvreté] ».

Au-delà des « problèmes », il y avait eu aussi une vraie crainte de « l'envahissement » du Chinois dans un contexte social où « l'allogène [celui

[53] Valérie Niquet-Cabestan, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère* 2/2006, p. 361-374 URL : www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-2-page-361.htm consulté le 8 juin 2015.

[54] Jusqu'à l'arrivée massive des Chinois, la race blanche était représentée comme une race supérieure qui avait un statut social enviable. Ainsi, dans une chanson populaire au Cameroun par exemple, les femmes «ménagères » disaient dans les paroles qu'elles « faisaient comme les Blancs » en référence à leur rejet du comportement « villageois » et à leur revendication d'une certaine estime sociale.

[55] Yacine Kateb, « Nouvelles aventures de Nuage de fumée », *Esprit*, janvier 1964.

qui vient d'ailleurs] » avait moins de légitimité politique chez « l'autochtone [celui qui est la terre de ses ancêtres] ». Il ressortait donc des attitudes et représentations de l'arrivée massive des Chinois en Afrique deux types de besoins à savoir : celui de faire triompher l'intérêt national (rejet de l'envahissement) et celui d'accueillir des « super-grands » qui permettraient de combler les aspirations à une vie meilleure à l'image de celle des Occidentaux. La première vague des Chinois ne répondait pas à ce besoin des Africains de se réaliser.

2.1.3. L'expression du rejet de la concurrence déloyale

Le « Made in China » avait été accusé de concurrence déloyale. Pour marquer leur aspiration aux droits de propriété, les Africains exprimaient leur peur de se voir déposséder du « chez Nous ». La représentation linguistique de l'arrivée des chinois en Afrique était résumée dans l'expression « invasion programmée »[56] qui accusait la Chine de mettre en œuvre la recommandation de Sun Tzu, auteur du livre culte « L'art de la guerre », selon laquelle il faut user de la ruse et de la tromperie pour gagner une bataille sans la mener. La politique africaine de la Chine était donc accusée d'organiser une « invasion silencieuse » dans le but de gagner la course aux ressources naturelles sur le continent. Il s'agissait d'une métaphore usée ou cliché qui désigne une attitude linguistique passée dans le langage courant et devenue des tournures figées. Elles avaient une fonction dévalorisante[57].

Une autre crainte de la « présence démesurée » de la Chine en Afrique s'appuyait sur l'idée selon laquelle la Chine « surpeuplée » allait déverser le supplément de sa population en Afrique. Ce cliché avait trouvé un terreau fertile dans la mémoire collective africaine où l'histoire de la colonisation occidentale enseignait que la surpopulation de l'Europe en avait été une des motivations principales. Dans une guerre de l'information, l'on présentait toujours la forte population de la Chine (1 350 695 000 habitants) en omettant de présenter sa grande superficie (9 596 961 km²) et sa faible densité (141 habitants/km²). Dans les faits, la Chine était moins peuplée que beaucoup de pays européens comme l'Allemagne (227 habitants/km²), africains comme le Nigéria (189 habitants/km²) ou asiatique comme le Japon (337 habitants/km²) ou l'Inde (391 habitants/km²).

---

[56] Sanou Mbaye, *L'Afrique au secours de l'Afrique,* Edition de l'Atelier, 2009.

[57] Catherine Kerbrat-Orecchioni, *Le discours en interaction*, Paris : Armand Colin, 2005.

2.1.4. L'expression du rejet de la pacotille

La « chinoiserie » avait été détournée de son sens esthétique en Arts Asiatiques[58] pour désigner péjorativement les produits de qualité inférieure fabriqués en Chine. Au début des années 2000, les Africains ont rejeté les biens de fabrication chinoise parce qu'ils étaient accusés de ne pas correspondre aux aspirations locales en produits de qualité. Dans des pays comme le Cameroun et le Togo, il y a une forte admiration pour des produits de fabrication allemande appelés « Njaman [Angl. German en référence à la durabilité] » que les produits chinois n'ont pas comblé. On a parlé aussi de « Chintok [angl. China-toys 'jouets chinois'] » en référence au caractère non-résistant des produits chinois. D'une part, on parlait des produits de qualité douteuse et d'autre part, la question de la transparence, si chère en démocratie, restait posée : Que gagne la Chine en retour ? Les spéculations sur les échanges des biens de consommation contre les matières premières rappelaient les pratiques impérialistes de « nourriture contre pétrole ».

2.2. La rectification : Le changement de langage dans la diplomatie chinoise

Depuis le premier Forum Sino-africain de 2000, la relation entre la Chine et l'Afrique est axée principalement sur les intérêts commerciaux et économiques et non plus sur « l'idéologie politique »[59]. Jadis disparate, la politique africaine de la Chine est devenue coordonnée.

2.2.1. Le discours de la coopération sud-sud

Pour attirer l'attention des Etats africains dans la lutte contre la pauvreté (matérielle), la Chine adopte le langage de la coopération sud-sud. La philosophie n'est autre que celle du médecin allemand Samuel Hahnemann[60] qui recommanda de « soigner le semblable par son semblable [similia similibus curentur] ». Ainsi, depuis le premier Forum sino-africain tenu en 2000, on observe que la Chine prend soin de mettre en avant la nécessité de favoriser les échanges d'expériences de développement avec

[58] Tout trouver sur l'Art Asiatiques dans la revue du même nom qui paraît depuis 1924 et qui est disponible sur le lien suivant : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/arasi consulté le 6 juin 2015.

[59] K. Brown et Z. Chun, *China in Africa: preparing for the next Forum for China– Africa Cooperation,* Asia Programme Briefing Note ASP2009/02. Chatham House, Londres.

[60] Lire son livre *Organon der Heilkunst* publié en 1810 explique la théorie de l'homéopathie.

l'Afrique. Ce discours trouve des oreilles attentives dans la mesure où l'imaginaire populaire retient sans élément probant que la Chine était au même niveau de sous-développement que l'Afrique dans les années 1950-60. Cela implique que si la Chine a pu se développer, alors son expérience pourrait être beaucoup plus utile pour l'Afrique que celle de l'Occident. La Chine exploite la notion « d'expression de la solidarité Sud-Sud » et exploite la mémoire du militantisme au sein du groupe du « Tiers-Monde » ou du mouvement des « non-alignés » pour se mettre du côté des « États africains marginalisés » par le système « moralisateur » de l'Occident. Comme le décrit aussi Valérie Niquet-Cabestan[61], « la Chine offre un partenariat stratégique fondé sur le respect sourcilleux de la non-ingérence, le rejet de toute légitimité morale de l'Occident et la mise en avant du concept de spécificité des valeurs, opposé à l'universalisme des principes occidentaux ». Contrairement à la coopération Nord-Sud, « L'aide financière d'un pays en développement à un autre pays du Sud ne doit pas être considérée comme étant une aide publique au développement. Il s'agit là d'une simple expression de solidarité et d'une coopération découlant d'expériences communes et d'une fraternité partagée »[62].

2.2.2. Le pragmatisme : De la parole aux actes

En janvier 2006 lors de la publication du « Livre blanc sur la politique africaine de la Chine », la stratégie a été formalisée : « La Chine œuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique ». Ce discours a fini par convaincre les Africains parce qu'il s'accompagne des actes. A ce sujet, le Président Wade du Sénégal disait : « La coopération entre le Sénégal et la Chine se traduit en des termes tout à fait concrets et dans tous les domaines »[63]. Le modèle chinois qui peut se traduire « de la parole aux actes », a été bien précisé à l'Agence de presse Xinhua le mardi 22 septembre 2009 par Lu Shaye, Ambassadeur de Chine au Sénégal : « Nous pouvons dire avec fierté que la Chine a fait plus au Sénégal en quatre ans que des pays occidentaux

[61] Valérie Niquet-Cabestan, 2006, op. cit.
[62] CNUCED, Le développement économique en Afrique Rapport 2010, Nations Unies, 2010 disponible sur http://unctad.org/fr/Docs/aldcafrica2010_fr.pdf consulté le 8 juin 2015.
[63] Déclaration faite lors de la visite du Président Chinois Hu Jintao en février 2009 au Sénégal.

en 10 ou 20 ans ». Les Africains retiennent comme le constate aussi Obiorah[64] (2007) que « depuis que les Chinois gagnent des grands marchés, les chantiers se réalisent » en rupture avec une époque où « les projets se réalisaient sur le papier ». Avec la coopération chinoise, les Africains jadis désespérés voient sortir de terre de façon impressionnante des cités entières, des ports, des autoroutes, des échangeurs, des ponts, des hôpitaux, etc., qui leur rappellent leur droit au développement.

2.2.3. Le discours de « Non-ingérence »

La Chine exploite le fait que la coopération Sud-Sud se fonde sur « l'égalité » et le « respect mutuel ». Il s'agit du respect de la souveraineté nationale de chaque pays qui attire l'attention de l'élite politique au pouvoir en Afrique et en proie aux coups d'Etat d'origine exogène. Le « modèle chinois » est le modèle du « rejet de l'ingérence » qui se manifeste par la séparation entre l'économie et la politique : « Les affaires sont les affaires, et la Chine ne mêle pas les affaires et la politique ». La Chine s'abstient contrairement à l'Occident d'appliquer la « théorie du régime change »[65] ou de l'obligation de l'alternance au pouvoir prônée par la démocratie électoraliste. Cela s'avère convainquant dans la mesure où la Chine, accusé d'autoritarisme, prêche par l'exemple et « explose » tous les records de performance économique au niveau mondial. Un motif de plus pour développer la solidarité des régimes qualifiés par l'Occident d'autoritaires.

2.2.4. Le discours nationaliste

L'Afrique a beaucoup souffert de la (dé)colonisation occidentale et des plans d'ajustements structurels. Hasard de l'histoire, la Chine n'a jamais été bourreau de l'Afrique. Au contraire, les deux partenaires partagent la solidarité des anciens colonisés comme l'a souligné le président chinois, Hu Jintao, le 19 juillet 2002 à Pékin déclara : « La Chine est le plus grand des pays en développement, et l'Afrique, le continent qui en compte le plus grand nombre. (…) Les peuples chinois et africains nouent des rapports d'égalité, de sincérité et d'amitié, et se soutiennent mutuellement dans leur

[64] Ndubisi John Obiorah, "Who's Afraid of China in Africa? Towards an African Civil Society Perspective on China-Africa Relations", in *African Perspectives on China in Africa*, Pambazuka, Nairobi, 2007.

[65] Valérie Niquet-Cabestan, 2006, op. cit.

développement commun »[66]. Pékin fait prévaloir l'absence de volonté « civilisationnelle » en rupture à la France qui vient en Afrique avec la prétention de détenir les «valeurs universelles ». La Chine exploite l'histoire et rappelle qu'elle a été aux côtés des Africains depuis les luttes pour la décolonisation. La mémoire collective en garde une image positive. Elle dénonce la néo-colonisation et se propose implicitement d'aider l'Afrique à lutter contre les néo-colons[67]. Lors du FOCAC en 2006, le Président Hu Jintao déclara : « la Chine sera pour toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique ». La politique africaine de la France est basée sur l'hégémonie alors que celle de la Chine est basée sur l'économie. La France se fait entendre en Afrique par le discours sur la démocratie et les droits de l'homme alors que la Chine se fait entendre en Afrique par le langage du Yuan. La porte d'entrée de la diplomatie chinoise est l'infrastructure alors que la porte d'entrée de la diplomatie française est la démocratie encore appelée « valeur universelle ». Aussi, la France est restée dans la logique du « pré-carré » alors que la Chine est dans la logique du commerce.

2.2.5. Le discours monétaire : les prêts sans conditionnalités

En 2006, pas moins de seize pays africains ont été visités par les plus hauts responsables chinois. En février 2009, lors de la seconde tournée du Président Hu Jintao sur le continent, il déclara en pleine crise financière mondiale : « Nous allons augmenter nos investissements sur le continent ». Lors de la quatrième réunion du FOCAC qui s'était tenue à Charm el-Cheikh, en Égypte, en novembre 2009, sur le thème « Approfondir le nouveau partenariat stratégique sino-africain en vue d'un développement durable », huit mesures destinées à stimuler la coopération avec l'Afrique dans la période 2010-2012 avaient été prises. La troisième mesure insistait sur l'aide de l'Afrique « à étoffer ses moyens financiers ». Cela supposait : la fourniture de 10 milliards de dollars aux pays africains sous forme de prêts à des conditions de faveur et l'aide des établissements financiers chinois à constituer un prêt spécial de 1 milliard de dollar en faveur des petites et moyennes entreprises africaines. En matière de dettes, les pays très endettés et les pays les moins avancés ayant des relations diplomatiques avec la Chine verraient l'annulation de leur dette afférente aux prêts publics exempts

[66] Hu Jintao, « Open up new prospects for a new type of China-Africa strategic partnership », ministère des affaires étrangères chinois, Pékin, 19 juillet 2002.
[67] Valérie Niquet-Cabestan, Idem.

d'intérêt venant à échéance à la fin de 2009[68]. En chiffre[69], on peut estimer qu'en 2006, la Chine avait déjà fourni 2,3 milliards de dollars à l'Afrique. Elle finance l'Afrique avec des conditionnalités réduites non « humiliantes »[70]. Et pour se prémunir de l'accusation de surendetter l'Afrique, elle pratique la « diplomatie du yuan » et annule des dettes[71]. En 2007, elle avait annulé dans 31 pays, 1.38 milliard de dollars de dettes et en 2012, les 30 pays africains les moins avancés « ayant établi des relations diplomatiques avec la Chine » avaient bénéficié d'exemptions de droits de douane sur 60 % des produits exportés en Chine, soit 910 millions de yuans (147,6 millions de dollars)[72]. Cette nouveauté offre aux Africains mieux qu'une alternative, une revanche sur l'ancien colonisateur.

2.3. L'adoption de la Chine dans l'imaginaire populaire

2.3.1. Le droit de choisir et le réflexe de survie en contexte post-crise

La défense de la Chine s'est illustrée au Sénégal par la fronde à Dakar entre l'UNACOIS et l'association des consommateurs (ASCOSEN), appuyée par des associations de défense des droits de l'homme (RADDHO) et la Confédération des syndicats autonomes. Les défenseurs des consommateurs et des droits d'homme dénonçaient le « racisme anti-chinois » et « l'hypocrisie des commerçants » accusés de s'enrichir sur l'importation des « mêmes produits que les Chinois vendent trois à cinq fois moins chers ». De façon générale, Zigmund Bauman[73] pense que les consommateurs africains se mobilisent pour affirmer leur droit à consommer, à « s'acheter une vie ».

La période post-1990 a été politiquement plus instable en Afrique que la période pré-1990. La démocratie électoraliste née dans les années 1990 semble avoir fait plus de dégâts sur la paix et la stabilité des pays africains.

---

[68] CNUCED, 2010, op. cit.

[69] J. Wang et A. Bio-Tchane (2008). Africa's burgeoning ties with China, *Finance and Development*, 45 (1): 44-47. H. Besada et al. (2008), China's growing economic activity in Africa, NBER working paper 14024, National Bureau of Economic Research, Cambridge.

[70] Ali Askouri, "China's Investment in Sudan: Displacing Villages and Destroying Communities in African Perspectives on China in Africa", Pambazuka: Nairobi, 2007.

[71] Penny Davies, "China and the End of Poverty in Africa – Toward Mutual Benefits?", Swedish development aid organisation Diakonia in collaboration with Eurodad. 2006.

[72] Lire l'article « La Chine présente sa nouvelle stratégie pour l'Afrique » sur Jeune Afrique, URL : http://www.jeuneafrique.com/17068/economie/la-chine-pr-sente-sa-nouvelle-strat-gie-pour-l-afrique/ consulté le 10 juin 2015.

[73] Zigmund Bauman, *S'acheter une vie*, J. Chambon, 2008.

Cela s'ajoute aux multiples crises économiques et financières (politiques d'austérité avec la baisse des salaires et l'augmentation de la charge fiscale des ménages dans un contexte de dévaluation de 50% de la monnaie, le franc CFA). La société africaine était donc en perpétuelles crises qui engendraient des réflexes de survie et de sortie de crise. L'option du « moins cher » fait partie de ces réflexes. A la question de savoir pourquoi l'on n'adopte pas le « rapport qualité-prix », la réponse courante est « qu'on n'a pas le choix », ce qui implique que le choix appartient aux sociétés stables où le taux d'incertitude est réduit. En Côte d'Ivoire qui a traversé 20 ans de crise politique, l'on dit que « pour contrer la crise, Abidjan se met en mode chintok »[74] qui procure l'amélioration du pouvoir d'achat sur des produits de premières nécessités anciennement très chers sous fabrication occidentale.

2.3.2. « J'ai eu faim, et vous m'avez nourri »

L'approche chinoise se rapproche plus à la conception locale de la pauvreté. On peut dire que la monétarisation des relations sino-africaines, des échanges de biens et services ou le rôle accru de l'argent dans la structuration et la renégociation des rapports entre la Chine et les pays africains a pesé beaucoup dans le glissement des préférences de coopération. Cheikh Tidiane Dieye[75] citant la CNUCED rapporte qu'on estime à 54%, pour la période 2002-2007, l´aide de la Chine consacrée à l´infrastructure et aux travaux publics.

Dans la revue *Terrain*, Élodie Wahl[76] exprime une réalité locale en France qui correspond aux besoins des pauvres en Afrique : « J'ai eu faim et vous m'avez nourri ». En Côte d'Ivoire, l'imaginaire renvoie à une aspiration de la « nourriture » pendant la période de crise. Sauf que selon l'adage chinois, là où l'Occident apporte « l'aide humanitaire aux Africains [en vue de leur donner un poisson à manger]», le Chinois « apprend plutôt aux Africains à pêcher [en vue de les autonomiser définitivement] ». Il s'agit de

[74] Lire l'article sur http://eburnietoday.mondoblog.org/category/chine-et-afrique/ consulté le 6 juin 2015.

[75] Cheikh Tidiane Dieye, « La coopération sud-sud : une nouvelle lueur dans la coopération internationale? », *Passerelles*, volume 14, N°4, 30 August 2013. URL : http://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/la-coop%C3%A9ration-sud-sud-une-nouvelle-lueur-dans-la-coop%C3%A9ration consulté le 8 juin 2015.

[76] Élodie Wahl, « J'ai eu faim, et vous m'avez nourri… » / Faim, assistance et charité », *Terrain*, N°51, septembre 2008, disponible sur http://terrain.revues.org/11443#tocto1n1 consulté le 6 juin 2015.

la dichotomie charité et insertion socioéconomique qui est aussi la dichotomie entre la compassion pour le « malheur des autres » et la « sortie des autres du malheur ». Les Chinois arrivent en Afrique dans un contexte où l'Occident est accusé de vouloir maintenir éternellement l'Afrique dans le malheur afin d'en profiter pour la soumettre éternellement (« la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui prend ») et pour assouvir les intérêts égoïstes (« on donne avec la main droite et on récupère avec la main gauche»). Il est aussi reproché à l'aide ou à l'intervention occidentale de n'avoir pas de « suivi », de « notice », de « mode d'emploi ». Un sentiment d'abandon après l'intervention est exprimé. Et souvent, la situation finale (après l'intervention) est pire que la situation initiale (avant l'intervention) : « Ils sont venus tout gâter », entend-on.

2.3.3. L'insertion socioéconomique

Dans une société africaine où l'on préfère de plus en plus l'insertion économique à la charité et où le pourcentage de l'économie informelle avoisine les 70%, les Chinois se sont employés à développer leur modèle avec un langage persuasif : « small money, small quality ; big money, big quality [petit argent, petite qualité ; gros argent, grosse qualité] ». Cette politique qui vient contrer l'accusation de distiller de la pacotille, relie le problème au portefeuille et correspond aux réalités culturelles qui font état de ce qu'il « faut accrocher son sac là où la main peut décrocher » en référence au fait qu'il ne faut pas vivre au-dessus de ses moyens. De plus, l'on retrouve dans l'imaginaire populaire l'idée selon laquelle « l'informel nourrit son homme » en référence à la « table » des « commerçants » (même illettrés) qui est « bien garnie ». Avant la création du pont aérien entre la Chine et l'essentiel des pays africains, ces « riches commerçants » étaient coupés du « monde développé » parce qu'ils ne pouvaient pas se mouvoir en Occident où les conditionnalités du visa accordent un crédit particulier au formel. Avec la Chine, ces Africains disent avoir retrouvé leur dignité. Des intermédiaires passent collecter leurs passeports dans les marchés et leurs trouvent des visas chinois sans tracasseries. Pendant ce temps, la France préfère l'octroi des visas aux étudiants dans le but de former au « modèle français » la future élite dirigeante accusée d'être « malléable » et victime des « révolutions démocratiques [surprenant les chancelleries françaises]».

La démarche chinoise s'est matérialisée par une politique publique et des outils de promotion. Au lieu de vouloir restructurer la structure économique des pays africains en luttant contre l'informel comme l'Occident

(ingérence politique), la Chine s'est activée à développer l'informel qui emploie jusqu'à 85% des jeunes. Et au final, les Africains se sentent « riches » même « s'ils n'ont pas de comptes bancaires [n'existent pas dans les estimations formelles du PNUD] ». Selon les statistiques[77] de 2006, les échanges entre la Chine et l'Afrique avaient déjà augmenté de 535 % depuis 1995. Au final, les Africains qui craignaient un « mariage de pauvres » disent que la Chine est « visible ». Lorsqu'il est reproché à la Chine de ne pas privilégier le respect des normes de sécurité, voire de sécurité sociale, elle se contente se surfer sur l'esprit du marché informel africain où l'on dit que « qui ne risque rien n'a rien ». Les Africains semblent dire que leurs conditions de vie précaires leur imposent la prise des risques pour survivre : « celui qui est déjà mouillé n'a plus peur de la pluie », entend-on. Dans la classification des dimensions culturelles de Hofstede[78], la société africaine serait plutôt caractérisée par une vision à court terme et une forte influence de l'incertitude où des gens plus exposés à des situations non structurées essaient de se fixer le moins de règles possible et « s'agrippent à la solution qui s'offre à eux ».

3. Une situation intenable sur le long-terme

La realpolitik [primauté des intérêts économiques dans les relations internationales] nous impose d'avoir des réserves sur « l'impérialisme chinois »[79]. D'abord, le principe de « Non-ingérence » est intenable sur le long-terme et l'on observe des réflexes de militarisation (politique intérieure des Etats africains) pour protéger les intérêts économiques. Aussi, on peut se poser la question de savoir si le partenariat sino-africain est vraiment gagnant-gagnant.

En devenant « l'atelier du monde », les besoins en matières énergétiques de la Chine s'accroissent considérablement. Son modèle impérial ne mise pas sur des intérêts immédiats. La Chine n'a apporté aucun démenti sur son accusation « d'invasion silencieuse ». Sa politique africaine peut être considérée comme une « une bombe à retardement » programmée

[77] Statistiques du MOFTEC (Ministry of Foreign Trade and Economic Cooperation), BBC News, 6 janvier 2006.

[78] Geert Hofstede, *Cultures and Organizations: Software of the Mind*, New York: McGraw-Hill USA, 1997, 2010.

[79] François-Georges Dreyfus, « L'impérialisme chinois », La Nef N°227 de juin 2011, URL : https://www.lanef.net/t_article/l-imperialisme-chinois-dreyfus-francois-georges-25489.asp consulté le 8 juin 2015.

pour exploser plus tard. Par exemple, la supposée non-ingérence de la Chine dans les affaires politiques africaines est un mirage. Comme la France, la Chine a aussi peur de l'alternance politique et suit ce que lui dictent ses intérêts. En Zambie lors des élections en 2006, l'ambassadeur chinois Li Baodong avait menacé de retirer tous les capitaux chinois du pays si le candidat Michael Sata en sortait vainqueur. Au Soudan, la Chine a fourni des armes et un soutien diplomatique aux Nations Unies au régime isolé d'Omar Al-Bachir en vue de protéger les investissements colossaux de la China National Petroleum Corporation (CNPC). Pis, elle se retrouve aussi en train d'entretenir la gestion patrimoniale de l'élite prédatrice[80]. Par exemple, à travers de « grandes manœuvres diplomatiques »[81], elle accompagne en Angola la gestion rentière de la Sociedade Nacional de Pétróleos (Sonangol). A défaut de profiter au peuple, les pétrodollars chinois servent aussi à financer la guerre comme au Soudan où la rente pétrolière a servi à subjuguer le Darfour. Pis, la Chine signe aussi avec certains pays des « accords militaires occultes » avec l'intention d'établir des « bases militaires » (Tchad, Cameroun, Mali, îles Seychelles) qui serviront à termes de faire la guerre aux Africains.

Comme la France, la Chine cherche un débouché pour ses citoyens et ses entreprises. Depuis le FOAC 2009, une passerelle a été créée entre l'Etat chinois et les entreprises privées chinoise en Afrique. En aidant l'Afrique, la Chine s'aide elle-même. Depuis 1993, elle ne couvre plus qu'un quart de sa consommation en ressources pétrolières. Les importations ont atteint 330 % passant de 1,5 million de barils par jour en 2000 à 5 millions en 2010 et, selon les prévisions[82], à 11,6 millions de barils par jour en 2035. Par ailleurs, l'Etat chinois se déploie pour obtenir des participations dans les sociétés locales au profit de ses banques et sociétés d'Etat[83]. Par exemple, l'octroi d'un prêt avantageux (1,5% sur dix-sept ans) de 2 milliards de dollars en 2004 au gouvernement angolais par Eximbank aurait permis d'obtenir une large part du marché national de la construction et l'acquisition de la moitié d'un forage offshore par la China Petrochemical Corporation (Sinopec). Pis, la Chine importe 30-50% de sa main d'œuvre au grand dam de la main d'œuvre

[80] Alain Vicky, « Contestation sonore en Angola », *Le Monde diplomatique*, août 2012.
[81] Jeffrey Ball, « Angola possesses a prize as Exxon, rivals stalk oil », *The Wall Street Journal*, New York, 5 décembre 2005.
[82] Lire « The rise of China and its energy implications: Executive summary », Forum sur l'énergie du James A. Baker III Institute for Public Policy, Houston, 2011.
[83] Davies, op. cit.

locale[84]. Elle ne finance que les pays riches en ressources naturelles et lèse des pays comme le Rwanda, le Togo, le Bénin. Les pays riches en ressources naturelles (Angola, Nigéria, République démocratique du Congo, Soudan et Zambie) sont les principaux destinataires de l'aide chinoise au développement[85]. D'ailleurs, son soutien au Soudan a suivi le pétrole au Soudan du Sud après la scission du pays[86]. L'essentiel des pays africains (30 en 2005) affichent toujours une balance commerciale déficitaire, pourtant la Chine les inonde de textiles et d'autres biens de consommation bon marché au grand dam des producteurs locaux.

Comme tout impérialiste, les Chinois ne respecte pas toujours le droit du travail comme en Namibie (sécurité sociale, horaires du travail, fiscalité, etc.). On note aussi le non-respect du droit de propriété. A la recherche des terres arables pour son agriculture, la Chine participe avec sa compagnie ZIE International par exemple au «hold-up » de l'Afrique qui abrite 60% des terres non cultivées au monde. La situation était si grave qu'en 2006, le Conseil d'État chinois avait été convoqué pour standardiser le comportement des firmes chinoises opérant à l'étranger. Mais, rien n'est toujours fait pour le respect de l'environnement. Comme avec l'Occident, l'Afrique est aussi la poubelle des industries chinoises. Pire, la Chine fait une exploitation illimitée des ressources naturelles en violation des exigences de durabilité comme au Mozambique où elle détruit massivement la forêt tropicale du Zambèze à un rythme insoutenable[87].

Conclusion

Comme le dit Denis Clerc[88], « Les Chinois sont efficaces, les dirigeants corrompus et les Africains partagés entre rancœur, méfiance et intérêt ». Il

[84] Moreblessings Chidaushe, "China's Grand Re-Entrance into Africa – Mirage or Oasis in African Perspectives on China in Africa", Pambazuka, Nairobi, 2007, p. 116.

[85] M. Davies et al. (2008). *How China delivers development assistance to Africa. Étude du Centre for Chinese Studies*, Université de Stellenbosch, Afrique du Sud. V. Foster et al. (2008). *Construire des ponts: Le rôle croissant de la Chine comme financier de l'Afrique subsaharienne,* Washington, Banque Mondiale.

[86] Jean-Baptiste Gallopin, « Amer divorce des deux Soudans », Le Monde diplomatique, 2012.

[87] Michelle Chan-Fishel, "Environmental Impact: More of the Same?", in African Perspectives on China in Africa, Pambazuka, Nairobi, 2007, p. 148-149. Lemos, Anabela et Daniel Ribeiro, "Taking Ownership or Just Changing Owners?", in *African Perspectives on China in Africa*, Pambazuka, Nairobi, 2007.

[88] Denis Clerc, note de lecture La Chinafrique, par Serge Michel, Michel Beuret et Paolo Woods, édition Grasset, 2008, 352 p., Alternatives Economiques n° 271 - juillet 2008.

faut choisir. Le choix est difficile. La solution semble abandonnée à l'avenir. Toutefois, il est clair qu'en « voulant fuir la pluie, les Africains n'évitent pas l'eau » car, la Chine abuse de la position de faiblesse de l'Afrique mis à genou par les conditionnalités occidentales pour obtenir des conditions plus avantageuses dans l'acquisition des ressources naturelles. Par conséquent, l'Afrique doit se ressaisir et organiser son propre leadership en tirant des leçons du passé. Cela correspondrait mieux aux ambitions du continent énoncées dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)[89] qui était, sans prescrire la rupture des relations avec les « super-grands », de remettre en question la voie empruntée dans les années 1980 et 1990 et de revoir les perspectives du développement en insistant sur l'importance cruciale pour les États africains de compter sur leurs propres forces, de maximiser leur leadership, de développer leurs marchés intérieurs, d'assurer la bonne gouvernance et de miser sur leur main d'œuvre[90].

[89] Programme de développement économique lancé en 2001 dans le cadre de l'Union Africaine.

[90] Étienne Girouard, « La Chine en Afrique : Néocolonialisme ou nouvel axe de coopération Sud/Sud ? », document préparé pour le Forum Afrique-Canada, CCIC, 2008.

Bibliographie

Askouri, Ali (2007), "China's Investment in Sudan: Displacing Villages and Destroying Communities in African Perspectives on China", in *African Perspectives on China in Africa*, Pambazuka, Nairobi.

Aron, Raymond (1984), *Les Dernières Années du siècle*, Paris : Julliard.

Bacry, Patrick (1992), *Les figures de style et autres procédés stylistiques*, Paris : Belin.

Banchelli, Eva (2008), Ostalgie: eine vorläufige Bilanz, in Fabrizio Cambi (Hg.): *Gedächtnis und Identitat, Die deutsche Literatur der Wiedervereinigung*, Würzburg, Koenigshausen & Neumann, pp. 57-68.

Bauman, Zigmund (2008), *S'acheter une vie*, J. Chambon.

Bertoncello, Brigitte ; Bredeloup, Sylvie (2009), « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », Revue européenne des migrations internationales, vol. 25, n°1.

Besada H. et al. (2008), *China's growing economic activity in Africa*, NBER working paper 14024, National Bureau of Economic Research, Cambridge.

Beuret, Michel ; Michel, Serge ; Woods Paolo (2008), *La Chinafrique - Pékin à la conquête du continent noir,* Paris : Grasset.

Braeckman, Colette (2005), « Aux sources de la crise ivoirienne », *Manière de voir N°79*, février-mars, p 80.

Bredeloup, Sylvie ; Lombard, Jérôme (2008), « Mort de la fripe en Afrique ou fin d'un cycle ? », *Revue Tiers Monde*, n° 194, p. 391-412.

Brown K. et Chun Z. (2009), *China in Africa: preparing for the next Forum for China– Africa Cooperation*, Asia Programme Briefing Note ASP 2009/02, Chatham House, Londres.

Brown, Penelope & Levinson, Stephen (1978), « Universals in language use: Politeness phenomena», in Esther Goody (dir.), *Questions and Politeness. Strategies in Social Interaction,* Cambridge, CUP.

Brunel, S. (2004), *L'Afrique – Un continent en réserve de développement*, Rosny-sous-Bois : Editions Bréal.

Chan-Fishel, Michelle (2007), "Environmental Impact: More of the Same?" in *African Perspectives on China in Africa*, Nairobi: Pambazuka, p. 148-149.

Chidaushe, Moreblessings (2007), "China's Grand Re-Entrance Into Africa – Mirage or Oasis", in *African Perspectives on China in Africa*, Nairobi: Pambazuka.

Clerc, Denis (2008), « note de lecture La Chinafrique, par Serge Michel, Michel Beuret et Paolo Woods, édition Grasset, 352 p. », *Alternatives Economiques* n° 271 – juillet 2008.

Cohen, Daniel (1997), *Richesse du Monde, pauvreté des Nations*, Paris : Flammarion.

Constantin, François (1981), « Sur le discours diplomatique », Politique africaine N°2, *L'Afrique dans le système international*, juin 1981.

Conte, Arthur (1965), *Bandung, tournant de l'Histoire*, Paris : Robert Laffont.

Davies, Penny (2006), *China and the End of Poverty in Africa – Toward Mutual Benefits?* Swedish development aid organisation Diakonia in collaboration with Eurodad.

Davies M. et al. (2008). *How China delivers development assistance to Africa. Étude du Centre for Chinese Studies*, Afrique du Sud : Université de Stellenbosch.

Delcorde, Raoul (2006), *Les mots de la diplomatie*, Paris : L'Harmattan.

Dieye, Cheikh Tidiane (2013), La coopération sud-sud : une nouvelle lueur dans la coopération internationale?, in *Passerelles*, volume 14, N°4, 30 August 2013.

Dreyfus François-Georges (2011), « L'impérialisme chinois », *La Nef* N°227, juin 2011.

Escribano, Alvaro ; Guasch, J. Luis ; Pena, Jorge (2010), *Assessing the impact of infrastructure quality on firm productivity in Africa : cross-country comparisons based on investment climate surveys from 1999 to 2005*, Policy Research Working Paper Series 5191, The World Bank.

Ferre, Jean-Pierre (2009), *Aux confins de l'Univers - La Découverte*, Tome 2, Paris: Le Manuscrit

Foster, Vivien et al. (2008), *Construire des ponts: Le rôle croissant de la Chine comme financier de l'Afrique subsaharienne,* Washington : Banque Mondiale.

Foster, Vivien ; Briceno-Garmendia, Cecilia (2010), *Africa's Infrastructure –A time for Transformation,* Banque internationale pour la reconstruction et le développement en partenariat avec Agence française de développement.

Gueye, Bara ; Boureima Alpha Gado ; Seyni Hama ; Mouhamadou Sall (2008), « Pauvreté chronique au Niger : Perceptions, stratégies et questions émergentes », *Programme de recherche sur la pauvreté chronique en Afrique de l'ouest*, document de travail n° 2, Chronic Poverty Research Centre.

Guitard, Odette (1976), *Bandung et le réveil des peuples colonisés*, Paris : PUF, Que sais-je ?.

Hofstede, Geert (2010), *Cultures and Organizations: Software of the Mind*, New York: McGraw-Hill USA, (first edition, 1997).

Kateb, Yacine (1964), « Nouvelles aventures de Nuage de fumée », *Esprit*, janvier 1964.

Karumbidza, John B. (2007), "Win-Win Economic Cooperation: Can China Save Zimbabwe's Economy?", in *African Perspectives on China in Africa*, Pambazuka, Nairobi.

Kerbrat-Orecchioni, Catherine (2005), *Le discours en interaction*, Paris : Armand Colin.

Lafarge, F. (2005), « La Chine et l'Afrique », *Perspectives chinoises*, N°90, Juillet-Août 2005.

Lemos, Anabela ; Daniel Ribeiro (2007), "Taking Ownership or Just Changing Owners?", in *African Perspectives on China in Africa*, Pambazuka, Nairobi, p.65.

Mbaye, Sanou (2009), *L'Afrique au secours de l'Afrique,* Ivry-sur-Seine : Edition de l'Atelier.

Meyer, Michel (2008), *Principiarhetorica. Une théorie générale de l'argumentation,* Paris : Fayard.

Michel, Serge ; Beuret, Michel (2006), *La Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir*, Paris : Grasset.

Millet, Damien (2006), *La dette du Tiers Monde ?*, Paris : CADTM.

Millet, Damien ; Toussaint, Eric (2008), *60 questions 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Paris : co-édition Syllepse et CADTM.

Mounkaïla, Fatima (2005), in Esi Sutherland-Addy ; Aminata Diaw, *Women Writing Africa : West Africa and the sahel, The Feminist Press At Cuny, 2005.*

Ndulu, B.J. et O'Connell, A. (2005), "Sub-Saharan Africa: Growth Econometrics and Country Experiences", *Paper prepared for the AERC/Harvard workshop on Explaining African Economic Growth*, Weatherland Center, Harvard University, March 18-19, 2005

Niquet-Cabestan Valérie (2006), « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère* 2, p. 361-374.

Obiorah, Ndubisi John (2007), "Who's Afraid of China in Africa? Towards an African Civil Society Perspective on China-Africa Relations in African Perspectives on China in Africa", Nairobi: Pambazuka, p.40.

Pancracio, Jean-Paul (1998), *Dictionnaire de la diplomatie*, Clermont-Ferrand : Micro Buss.

Perelman, Chaïm ; Olbrechts-Tyteca, Lucie (2008), *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, Paris : Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « UBlire Fondamentaux ».

Pivert, Benoît (2009), « Ostalgie, analyse d'un phénomène », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n°189, juillet-septembre 2009, Paris.

Raynaud, Philippe (2006), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris : PUF.

Renouvin, Pierre ; Duroselle, Jean-Baptiste (1965), *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris : Armand Colin.

Ricœur, Paul (1997), *La métaphore vive*, Paris : Seuil, coll. « Points Essais ».

Robert, Castel (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Fayard, coll. « L'espace du politique ».

Ruf, Werner K. VIII (1975), « La politique étrangère des états Maghrébins », in *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine*, Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman.

Verschave, F.-X. (1998), *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris : Stock.

Verschave, François-X. (2000), *Noir silence : qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris : Les Arènes.

Verschave, François-Xavier (2004), *De la Françafrique à la mafiafrique* (retranscription par Judith Cypel), Bruxelles : Éditions Tribord.

Wahl, Élodie (2008), « J'ai eu faim, et vous m'avez nourri… » / Faim, assistance et charité », *Terrain*, N°51, septembre 2008.

Wang J. et Bio-Tchane A. (2008). Africa's burgeoning ties with China, *Finance and Development*, 45 (1): 44-47.